Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

57 | 2018

Libido sciendi

L'impact de la Révolution industrielle sur le niveau de vie en Grande-Bretagne : le retour d'un grand débat

Malcolm Chase

Traducteur : Emmanuel Roudaut

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/6043>

DOI : 10.4000/rh19.6043

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 26 décembre 2018

Pagination : 123-126

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Malcolm Chase, « L'impact de la Révolution industrielle sur le niveau de vie en Grande-Bretagne : le retour d'un grand débat », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 57 | 2018, mis en ligne le 26 décembre 2020, consulté le 20 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6043> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.6043>

Tous droits réservés

MALCOLM CHASE

L'impact de la Révolution industrielle sur le niveau de vie en Grande-Bretagne : le retour d'un grand débat

La controverse sur le niveau de vie des ouvriers pendant la Révolution industrielle est l'un des plus anciens débats de l'histoire britannique. C'est également celle qui a été marquée par la plus forte polarisation politique. Dès les années 1830, l'opinion britannique s'est divisée sur cette question : le niveau de vie des travailleurs s'améliorait-il avec l'industrialisation ou celle-ci empirait-elle leur sort ? L'expression « la situation de l'Angleterre » (« The Condition of England Question ») fut forgée par Thomas Carlyle en 1839, mais les premiers jalons avaient été posés dans son article de 1829, « Signes des temps »¹. Il y affirmait avec vigueur qu'en raison du changement économique, la société « partait tout bonnement en lambeaux » et qu'une « ère de malheur sans partage s'était abattue sur nous ». Dans les décennies suivantes, le genre nouveau du « roman social » (au premier chef *Les Temps difficiles* de Dickens, publié en 1854) vint renforcer le message de Carlyle et le débat fut porté dans l'arène politique par les organisations de gauche apparues à la fin du siècle (Fédération social-démocrate, Société fabienne, Parti travailliste indépendant). Il convient de noter qu'en 1906, les premiers élus à la Chambre des communes du Parti travailliste nouvellement créé désignèrent Carlyle et Dickens (et non Marx !) comme les auteurs qui les avaient le plus influencés.

L'industrialisation avait-elle fait baisser le niveau de vie des ouvriers ? Pareille affirmation s'accordait mal avec l'idée de la supériorité britannique en matière d'économie et de relations internationales. Au vingtième siècle, l'optimisme prévalait dans l'Entre-deux-guerres. « Il est manifeste que les revenus des classes aisées et moyennes [victoriennes] ont augmenté », écrivait en 1934 Sir John Clapham, doyen de l'histoire économique britannique,

1. Thomas Carlyle, « Signs of the Times », *Edinburgh Review*, n° 49, 1829.

avant d'ajouter catégoriquement que « si l'amélioration des revenus des salariés était moins manifeste, elle était bien réelle »².

On observe alors une attention croissante de l'historiographie aux salaires « réels », c'est-à-dire au pouvoir d'achat, plutôt qu'à la simple valeur monétaire ou à des indicateurs de « bien-être » plus difficilement quantifiables. L'interprétation pessimiste, plus en phase avec l'égalitarisme des années d'après-guerre, fit néanmoins un retour en force chez les historiens de gauche à partir des années 1950. Eric Hobsbawm en fut l'un des porte-parole les plus virulents, mais pour de nombreux lecteurs, la démonstration la plus aboutie est due à E.P. Thompson dans les chapitres « Exploitation » et « Niveaux de vie et expériences » de *La formation de la classe ouvrière anglaise* (1963). Selon l'observation ironique de Thompson, la part que les travailleurs ont reçue des « bienfaits du progrès économique » se résume à davantage de pommes de terre, des vêtements bon marché en coton, quelques bougies, du thé et du sucre, ainsi qu'à « une profusion d'articles dans l'*Economic History Review* »³.

La réponse de la droite trouva sa meilleure expression dans un recueil d'essais historiques publié en 1974 par un groupe de réflexion néo-libéral très influent, l'Institute of Economic Affairs⁴. L'un des auteurs était Rhodes Boyson, qui exerça par la suite des fonctions ministérielles dans les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher. Alors que les pessimistes faisaient peu de cas de l'économétrie, la thèse optimiste reposait pour l'essentiel sur l'idée que les « salaires réels » constituaient un indicateur fiable du niveau de vie des ouvriers. Le paradoxe est qu'au cours des vingt-cinq dernières années, la sophistication accrue des techniques quantitatives est venue insuffler une nouvelle vie à la thèse pessimiste. Les recherches sur la taille, l'apport en calories, l'espérance de vie et les conditions de travail indiquent que l'amélioration du niveau de vie des ouvriers était, dans le meilleur des cas, très limitée. En outre, la prise en compte, afin de mieux saisir la réalité des revenus *par foyer*, des salaires des femmes et des enfants (généralement très faibles) a mis en lumière l'insuffisance des statistiques fondées sur les salaires masculins. D'où un nouveau consensus selon lequel le niveau de vie aurait au mieux stagné pendant la période classique de la Révolution industrielle (vers 1790-1850).

Ce consensus a pourtant commencé à s'effriter avec la publication récente de deux articles dans la revue *Past & Present*. Dans « L'influence du prix des combustibles sur les régimes alimentaires et pratiques culinaires régionales pendant la Révolution industrielle en Angleterre, 1750-1830 », David Zylberberg a compilé des données substantielles sur les écarts de prix des com-

2. J. H. Clapham, « Work and Wages », in G. M. Young (ed.), *Early Victorian England, 1830-65*, Oxford, Oxford University Press, 1934, vol. 1, p. 75.

3. Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 2012 (1^e édition en anglais 1963).

4. R.M. Hartwell [et al], *The long debate on poverty: eight essays on industrialisation and 'the condition of England'*, London, Institute of Economic Affairs, 1972.

bustibles, tant au niveau régional qu'au niveau local⁵. Il en a conclu que ces écarts ont inévitablement induit des différences sensibles de niveau de vie. On sait depuis longtemps que le recours à des statistiques globales a généralement tendance à occulter la diversité des expériences vécues, mais le travail de Zylberberg fait apparaître la présence systémique d'écarts considérables. Non seulement le chauffage domestique et les pratiques culinaires (et par conséquent le régime alimentaire) variaient considérablement entre les régions ayant un accès facile au charbon et celles qui en étaient dépourvues, mais ils variaient tout autant à proximité des gisements de charbon. Entre une localité où le charbon était une denrée véritablement « locale » et une autre, la différence de prix liée aux coûts de transport était importante.

Aujourd'hui, c'est un article d'Emma Griffin, « Avoir faim pendant la Révolution industrielle : régimes alimentaires et niveaux de vie en Grande-Bretagne », qui ébranle davantage encore la confiance dans les statistiques globales⁶. À travers une analyse fouillée de près de 350 autobiographies ouvrières couvrant les décennies avant 1850, elle montre à quel point la faim était un phénomène répandu puisque plus d'un auteur sur trois se souvient d'en avoir souffert. Elle précise toutefois que l'intérêt du témoignage autobiographique réside moins dans une meilleure quantification du manque de nourriture que dans le fait qu'il « permet d'en analyser la répartition et les causes selon les époques et les groupes professionnels ». Griffin insiste d'abord sur le dynamisme économique et culturel des régions en voie d'industrialisation. Elle met également en avant la grande diversité des situations personnelles (qu'il s'agisse de la santé des parents, de l'alcoolisme ou d'une rupture conjugale) qui pouvaient mettre à mal la situation financière d'une famille ouvrière, même dans ces régions. À l'inverse, les ressources personnelles ou le soutien familial pouvaient permettre à un foyer de prospérer dans des circonstances difficiles.

Visant ouvertement à dépasser le clivage entre optimistes et pessimistes, Griffin lui préfère ce qu'elle appelle « des approches historiques plurielles, axées sur la société et la culture ». Il ne fait cependant aucun doute que son travail sera perçu comme une tentative de pousser le curseur vers une interprétation plus optimiste de ce sujet controversé. Il semble bien que ce soit le cas, si l'on en juge par sa monographie sur d'autres aspects de l'autobiographie ouvrière, *Liberty's Dawn* (*L'Aube de la liberté*), publiée en 2013⁷. Mais dans quelle mesure ces récits de vie étaient-ils représentatifs ? La question reste posée. Quoi qu'il en soit, cet article de 2018 offre un récapitulatif précieux du débat sur la question du niveau de vie depuis vingt-cinq ans. C'est

5. David Zylberberg, « Fuel Prices, Regional Diets and Cooking Habits in the English Industrial Revolution, 1750-1830 », *Past & Present*, vol. 229, n° 1, novembre 2015, p. 91-122.

6. Emma Griffin, « Diets, Hunger and Living Standards during the British Industrial Revolution », *Past & Present*, vol. 239, n° 1, mai 2018, p. 71-111.

7. Emma Griffin, *Liberty's Dawn. A People's History of the Industrial Revolution*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 2014.

également une incitation forte pour les historiens à se plonger avec plus de curiosité dans les réalités intimes de l'expérience ouvrière. On connaît ce mot que l'on prête à Einstein : « Ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui peut être compté ne compte pas forcément ».

*Malcolm Chase est professeur d'histoire sociale
à l'Université de Leeds (Grande-Bretagne)
Traduit de l'anglais par Emmanuel Roudaut*

TORSTEN FEYS

IMMIBEL : l'immigration en Belgique au XIX^e siècle

L'histoire des migrations connaît un essor tardif en Belgique. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que le champ s'est établi, avec Anne Morelli et Frank Caestecker comme auteurs prolifiques. La recherche se concentre surtout sur l'immigration, bien que des études sur l'émigration et la transmigration gagnent du terrain. Pour ces deux dernières, l'attention se porte surtout sur le long XIX^e siècle, époque pendant laquelle l'émigration dépasse encore l'immigration, et qui est marquée par l'apogée d'Anvers comme port de départ vers l'outre-mer. Inversement, concernant l'immigration, c'est surtout le XX^e siècle qui fait l'objet d'études, quand la Belgique devient un pays d'immigration. Pour le XIX^e siècle, le débat sur l'immigration a cherché à établir si la Belgique était, ou non, une terre d'accueil pour les étrangers, se basant surtout sur le cadre législatif et le traitement de réfugiés politiques. De récentes études dévoilent la mise en œuvre des lois d'immigration par les administrations locales à Anvers et à Bruxelles. Néanmoins, les mouvements des travailleurs migrants restent méconnus. Afin de mieux établir le profil de ces migrants, le projet IMMIBEL a constitué une base de données de 154 000 étrangers arrivés en Belgique entre 1839 et 1890. Il se concentre sur certains groupes – répartis par professions – pour mieux comprendre les aspects sociaux, politiques, économiques et culturelles qui influencent les schémas migratoires. En même temps, l'analyse des pratiques d'expulsions révèle comment les États-nations développaient la déportation comme pilier central de la politique d'immigrations.

IMMIBEL est un projet collaboratif entre les Archives d'État de Belgique (AEB), la Vrije Universiteit Brussel (VUB), l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et l'Université d'Anvers (UA)⁸. Le projet étudie l'ampleur, la chronologie et la nature de l'immigration au cours du long XIX^e siècle. Les travaux des cinq chercheurs impliqués dans le projet sont fondés sur des sources exceptionnelles créées grâce à la Sûreté publique. Responsable du contrôle

8. <https://www.immibel.arch.be/>